



Lutte contre le coton transgénique au Swaziland



Le 13 mars dernier, les douze organisations membres du réseau PELUM ont participé au workshop d'introduction sur les biotechnologies et la biosécurité.

Illustration : EcoSolidar

Des pressions énormes s'exercent actuellement au Swaziland, en Afrique du sud, pour y faire autoriser la culture commerciale de coton transgénique. Le réseau local PELUM s'y oppose depuis des mois déjà, et cela avec succès. En 2018, elle va accentuer son effort et, avec le soutien de biorespect, a lancé une campagne de vulgarisation.

L'industrie du génie génétique cherche de nouveaux débouchés et se focalise de plus en plus sur les marchés africains. Elle considère en effet ce continent, avec son agriculture très axée sur la petite paysannerie, comme un important marché porteur. Le coton est une clé pour gagner de nouveaux pays aux cultures GM. Après l'Afrique du sud, le Burkina-Faso et le Soudan, ce lobby s'attaque maintenant au Swaziland. Le secteur cotonnier de ce petit pays du sud-africain s'étiole en raison d'une sécheresse prolongée et souffre beaucoup de l'augmentation des frais de lutte contre les ravageurs. Le coton GM y est une fois de plus vanté comme étant la panacée capable de sauver ce secteur économique.

Les cultures GM, moteur de l'endettement Le coton Bt n'est pas particulièrement tolérant à la sécheresse, et les toxines Bt qu'il produit ne lui permettront de lutter contre les ravageurs ciblés que pour un temps limité. Pendant ce temps, des ravageurs secondaires pourvus d'une résistance naturelle aux toxines Bt envahissent très vite les cultures, car ils profitent de l'affaiblissement des ravageurs ciblés. Ces ravageurs secondaires et l'apparition de résistances dans les populations des insectes ciblés, de plus en plus précoce et fréquente, obligent par la suite à recourir de nouveau à des pesticides, souvent en plus grandes quantités qu'initialement. Les économies promises s'évanouissent donc et les frais de production continuent d'augmenter. Ce mécanisme d'endettement consécutif à l'introduction du coton Bt est bien connu, non seulement en Inde, mais aussi en Afrique du sud, pays voisin. Le niveau élevé des investissements oblige alors les petits paysans à contracter des emprunts. Si l'augmentation de rendement promise n'est pas au rendez-vous, ils sont alors tant incapables de rembourser l'argent emprunté que d'acheter des semences pour la saison suivante. Loin de les aider, la culture GM menace leur survie.

Le rôle central de la vulgarisation Les petits paysans du Swaziland sont largement ignorants des risques qu'implique la culture du coton Bt. À cela s'ajoute leur



Point de vue

En Suisse comme dans l'UE, les autorités s'efforcent de trouver une réglementation pragmatique pour les nouveaux procédés de génie génétique. En attendant cette solution, les petits paysans du monde entier tentent de se défendre contre les conséquences de la dissémination des plantes génétiquement modifiées.

Les moyens financiers de biorespect étant limités, nous nous efforçons de cibler notre action le mieux possible :

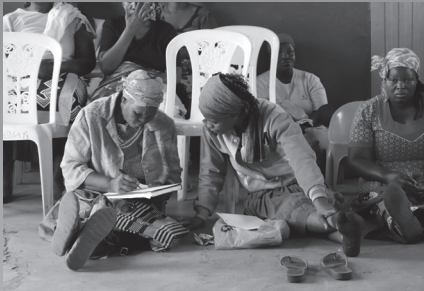
- en nous concentrant en Europe sur l'aspect théorique, afin d'infléchir la législation sur le génie génétique dans notre sens ;
- mais aussi au Swaziland où nous avons des contacts directs avec des personnes engagées, que nous aidons à faire un travail de vulgarisation sur place ;
- et au Mexique, où nos connaissances en matière d'IT nous permettent d'aider à développer le réseau AliSa de commercialisation de produits à base de maïs non génétiquement manipulé.

Nous avons trouvé une organisation partenaire, EcoSolidar, qui a d'excellents liens avec des organisations s'opposant au génie génétique. Cela lui permet de soutenir nos efforts, notamment en Afrique. Une collaboration dont tous profitent : biorespect y gagne, car elle peut ainsi nouer des relations avec des groupes et des personnes de même orientation dans le monde entier, tandis qu'EcoSolidar y gagne en pouvant s'informer des nouveaux développements dans le domaine de l'opposition aux biotechnologies. Et vous, qui nous soutenez, y gagnez aussi, car vous avez ainsi l'assurance que vos dons seront investis efficacement.

Pascale Steck, biologiste et secrétaire générale de biorespect



EcoSolidar et biorespect – l'union fait la force !



La vulgarisation, élément central de la lutte contre l'introduction du coton transgénique. Illustration: EcoSolidar

Les petits paysans de nombreux pays en développement sont particulièrement exposés aux effets négatifs du génie génétique agricole. C'est la raison pour laquelle biorespect entend participer au travail de vulgarisation et coopère en ce sens avec EcoSolidar, une organisation d'aide au développement, dont le siège se trouve aussi à Bâle. Dans le cadre d'un voyage d'étude, EcoSolidar a rendu visite à PELUM, dans le sud du continent africain. Xenia Keller, responsables Projets et communication : « J'ai vécu une rencontre impressionnante, au cours de laquelle PELUM a informé les petits paysans sur ce qu'est le génie génétique. Les gens étaient très intéressés et beaucoup y ont entendu parler pour la première fois des inconvénients du génie génétique. Les personnes présentes sont contentes de mieux connaître les risques inhérents à la culture de plantes génétiquement modifiées. ».

Si le sujet vous intéresse, vous trouverez de plus amples informations sur:
www.ecosolidar.ch

dépendance à l'égard du « Swaziland Cotton Board », une entreprise monopolistique semi-étatique qui contrôle la plus grande partie du secteur cotonnier et qui propage depuis un certain temps vigoureusement la culture du coton Bt (voir texte en marge de la page 2). Il est donc particulièrement important non seulement d'informer les petits paysans et le grand public, mais aussi de leur offrir des alternatives. fait actuellement la course en tête : il vient d'obtenir des autorités étatsuniennes l'autorisation de commercialiser un médicament génique contre une certaine variante de leucémie, une première. Ce médicament, le Kymriah, Pour le fabriquer, on prélève sur le patient des cellules immunitaires (cellules T), que l'on transforme génétiquement dans un bioréacteur puis réintroduit dans le patient. Avec pour mission d'y détruire les cellules tumorales.

Dans notre série « Il existe d'autres solutions ! », nous présentons cette fois Tsakasile Dlamini, directrice du réseau Participatory Ecological Land Use Management (PELUM), Swaziland. Ce réseau unissant douze organisations sans but lucratif fait la promotion d'une agriculture écologique en mettant l'accent sur la vulgarisation. Il vient de lancer en début 2018 une campagne en ce sens, avec le soutien de biorespect.

Comment informez-vous les petites paysannes et paysans ? Nous avons élaboré un manuel intitulé « OGM et biodiversité : une introduction ». Le 13 mars dernier, nous avons donné une formation aux employés de nos douze organisations dans le cadre d'un workshop sur les risques et les conséquences des cultures GM. Ces personnes se rendent maintenant dans les villages des zones de culture pour y dialoguer avec près de 2000 cultivatrices et cultivateurs de coton. Nous prévoyons aussi d'organiser une manifestation publique en juin à l'université.

Comment les paysannes et paysans ont-ils réagi jusqu'à présent ? Beaucoup de personnes n'ont jusqu'à présent entendu que du bien de la culture GM et ont donc été choquées d'apprendre que ce type de culture menace leur tradition de conservation et d'échange des semences. Elles s'inquiètent aussi des conséquences négatives de la culture GM sur leur santé et sur la fertilité du sol. Nous avons par contre réalisé qu'une communication claire sur un sujet aussi complexe est un énorme défi.

Peu de gens connaissent par exemple la différence entre plantes hybrides et plantes GM. Cela démontre toute l'importance de la vulgarisation et de l'offre d'alternatives. C'est la seule manière de permettre aux cultivatrices et cultivateurs d'acquérir les compétences indispensables pour pouvoir participer aux discussions et défendre leurs valeurs.

Quel a été le principal succès de PELUM ? Deux demandes d'autorisation du coton GM ont été déposées en 2017. L'année passée, nous avons réagi en organisant une pétition demandant aux autorités concernées de stopper immédiatement toute utilisation de ces techniques, tant au niveau de la culture que pour la production de denrées alimentaires. En septembre, nous avons aussi organisé une manifestation à Mbabane, la capitale. Résultat, une des demandes a été retirée et l'autorité compétente a reporté sa décision concernant la deuxième. Nous avons donc réussi à empêcher la culture de coton GM en 2017. Nous espérons y parvenir en 2018 aussi, avec entre autres le soutien de biorespect.



Tsakasile Dlamini im Gespräch mit BäuerInnen vor Ort. Bild: EcoSolidar